



Témoignages, recueillis le 13 février 2019 au Mémorial de la Shoah à Paris, sur le génocide des Tutsi au Rwanda de 1994 à l'occasion des commémorations du 25^{ème} anniversaire.

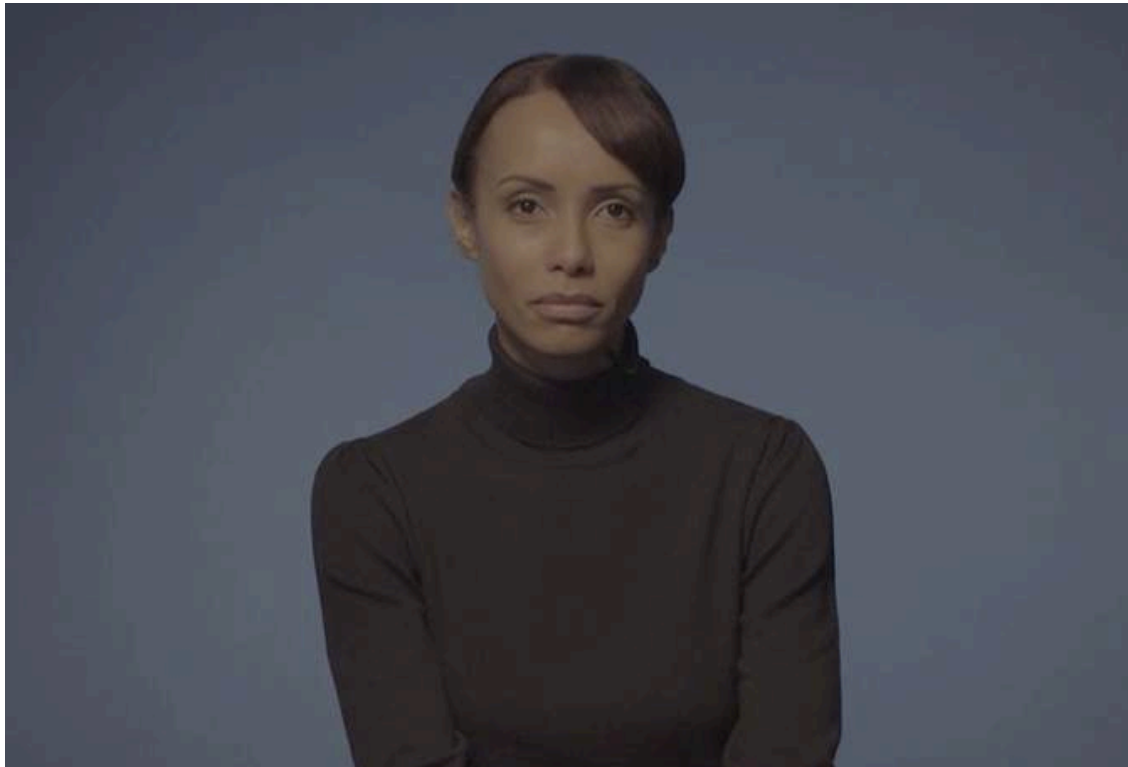
Première interview : Sonia Rolland p.2-6

Seconde interview : Chloé Deverly p.7-13

Troisième interview : Miche Cymes p.14-16

Quatrième interview : Marcel Kabanda p.17-27

Cinquième interview : Ginette Kolinka p.28-29



Première interview : Sonia Rolland

Sonia Rolland, Miss France 2000 aujourd'hui actrice et réalisatrice, est née au Rwanda d'un père français et d'une mère Tutsi dans les années 1980. Sa famille a fui les conflits et rejoint la France en 1994.

Elle a fondé, en 2001, l'association Maïsha Africa qui œuvre pour la reconstruction matérielle, sociale et psychologique des enfants en Afrique.

Sonia Rolland, est ce que vous pouvez nous dire pourquoi vous avez décidé de témoigner, de vous impliquer dans la 25^{ème} commémoration du génocide ?

Sonia Rolland : En tant que rwandaise, née au Rwanda d'une mère Tutsi, en tant que mère, très soucieuse de la transmission, j'avais ce désir de participer à la mémoire collective.

Donc là vous êtes au Mémorial de la Shoah. Quelle est pour vous la relation entre la Shoah et le génocide des Tutsi au Rwanda ?

Sonia Rolland : La relation entre la Shoah et le génocide des Tutsi au Rwanda de 1994 est la douleur, la peine, le partage des mémoires et le devoir de partage des mémoires.

Est ce que vous pensez que malgré tous ces drames, le génocide arménien, le génocide de la Shoah, le génocide des Tutsi au Rwanda, est ce que vous pensez que cela peut encore arriver dans un autre pays dans le monde un génocide de cette ampleur ?

Sonia Rolland : Si un génocide de cette ampleur peut encore avoir lieu ? Certainement. L'histoire le prouve. Le Rwanda est un génocide contemporain. Il y a seulement 25 ans. Les événements dans le monde, les tensions, les tensions politiques, les tensions sociales prouvent bien qu'il y a encore, malheureusement, du travail à faire sur la question des mémoires et un combat à mener tous les jours contre l'extrémisme et les pensées négationnistes par exemple.

Donc oui, malheureusement, je pense que ça fait partie de l'humain cette haine envers l'autre et il a besoin d'être éduqué.

Donc nous sommes un peu les sentinelles et nous devons, au quotidien, rappeler que ce n'est pas si difficile, finalement, de basculer dans l'horreur. Pour l'avoir vue, pour l'avoir vécue quand j'avais 14 ans, c'est quelque chose qui est né de manière insidieuse, qui s'est installé dans l'esprit des gens de manière insidieuse, et qui a fini par devenir une forme de vérité pour une minorité qui est devenue une majorité et qui a pris le pouvoir.

C'est ce qui me fait le plus peur dans les sociétés comme les nôtres, c'est cette fragilité, parfois intellectuelle, ou même émotionnelle, qui fait que les gens perdent foi en l'humanité et sont prêts à aller vers l'horreur et à adhérer à l'horreur.

Est ce que vous pourriez nous dire comment ce drame a affecté votre vie personnelle ?

Sonia Rolland : Ma mère est Tutsi du Rwanda. Je suis née là-bas, je suis née au Rwanda dans les années 1980, et on a quitté le Rwanda, une première fois en 1989 parce qu'il y avait déjà des événements, pour le Burundi. Et puis en 1994, parce que le Burundi était sous la même menace que celle du Rwanda. Nous sommes partis pour la France définitivement avec toute la famille. La chance que j'ai eue finalement c'est d'avoir un père français qui a pu nous évacuer très rapidement.

(pause)

Sonia, vous avez monté une association au Rwanda, est ce que vous pouvez nous parler de sa mission, de ce que vous faites là-bas ?

Sonia Rolland : Maïsha Africa a été créée en 2001 suite à mon retour officiel, avec toute la famille, au Rwanda. Je me suis fait ce constat d'une enfance malheureuse, orpheline. Avec ma mère nous avons discuté de choses et d'autres et j'avais besoin de me sentir utile même à 8 000 Km de Kigali.

Donc on a créé cette association en 2001 dans une petite ville qui s'appelle Cluny, où d'ailleurs on a érigé une stèle en mémoire des victimes du génocide des Tutsi de 1994.

Cette association a pour but de construire, par exemple des écoles. Là récemment nous avons transformé tout un orphelinat en école de quartier populaire à Gisimba. Cette

année, nous avons lancé le projet de réhabilitation d'une maternité à Musanze et d'un service néonatalogie.

Au mois de mars, cela fera 25 ans que ce génocide a commencé, si vous en parlez à vos enfants, comment allez vous leurs en parlé ?

Sonia Rolland : Mes enfants sont très au courant de ce qu'il s'est passé au Rwanda puisque ma mère a transmis l'héritage culturel et familial.

Donc elles sont très au fait de ce qu'il s'est passé au Rwanda. Elles ont été au Rwanda et je les ai amenée au Mémorial du génocide de Gisozi et elles ont découvert, en image, l'histoire d'enfants qui ont péri durant le génocide. Elles ont donc réalisé, tellement elles ont vu, et je crois que cela a eu un impact dans leurs vies. L'importance de la transmission permet de développer aussi cet imaginaire qui n'a pas d'élément de compréhension. Mes filles, aujourd'hui, ont des images peuvent comprendre ce qu'il s'est passé, comprennent aussi d'autres génocides, comprennent aussi ce que l'humain a été capable de faire, ont de l'empathie. Ca aussi c'est important, créer de l'empathie, comprendre que des gens souffrent, des gens n'ont pas leurs vies.

Elles sont aujourd'hui suffisamment éclairées aujourd'hui sur ces questions là pour justement avoir des indicateurs et se dire : « Tiens attention lui, il parle bizarrement, il n'a pas la même pensée que ce que moi j'ai pu avoir, ou avoir comme héritage ».

Nous sommes très vigilants sur ces questions là parce qu'on a été témoin, et moi très jeune, d'un basculement dans la haine, des petites choses insidieuses qui se sont installées dans l'esprit des gens, des petites haines qui naissaient à travers des mots, des actes.

Je veux que mes enfants puissent avoir ces petites indications, comme des petites alarmes de temps en temps. Se dire : « Attends ça ce n'est pas normal. »

Parce qu'il n'y a rien de pire pour une société que la banalisation, d'actes ou de mots. Je trouve que, en l'occurrence, dans notre société actuelle, on a tendance à banaliser ces petites choses qui deviennent petit à petit normales et qui permettent à un moment de basculer dans l'horreur comme ce qui s'est passé au Rwanda.

Aujourd'hui, Sonia Rolland avez vous peur que cela puisse éventuellement se reproduire en Europe ou ailleurs ?

Sonia Rolland : Oui, comme tout enfant traumatisé ou qui a eu une expérience comme celle du Rwanda de 1994, évidemment je suis très vigilante quant à la manière dont les gens s'expriment, par exemple sur les médias, les réseaux sociaux, les petites phrases qui sont jetées, dont on ne se rend pas compte de l'impact qu'elles peuvent avoir sur la population ou dans l'esprit de la population.

J'ai très peur, mais comme beaucoup de gens qui ont été en lien avec une forme de traumatisme, par exemple le génocide des tutsi au Rwanda ou la Shoah, nous sommes des gens très vigilants. Je suis assez étonnée que pour certains, ça soit perçu comme une forme de paranoïa ou de victimisation parfois. Je pense que cela doit arranger les gens de se ranger derrière des perceptions car ils ne veulent pas imaginer ce que peut être l'horreur d'un génocide, ou le traumatisme d'une personne qui a vécu de tels actes.

Mais moi comme j'ai vu l'avant, le pendant et l'après, comme je l'ai vécu, aussi à travers les propos de ma mère, de ma famille, comme c'est dans l'ADN de cette famille depuis

les années 1950, il y a chez nous une forme d'alarme qui se met en route très facilement, de manière évidente quand quelque chose nous heurte, quand quelque chose nous rappelle les traumatismes qu'on a vécu.

Mais ça, je trouve assez déplorable de la part de certaines personnes, surtout des extrémistes ou des négationnistes. On a l'impression qu'il faut qu'ils l'aient vécu pour qu'ils puissent l'admettre. Mais il n'y a pas besoin de l'avoir vécu pour l'admettre.

Il faut simplement avoir un peu d'humanité.

Aujourd'hui, quand vous voyez des actes antisémites ou des insultes raciales à l'égard des noirs, encore aujourd'hui dans la rue, qu'est ce que cela vous inspire?

Sonia Rolland : Cela m'inspire une forme de peur, parce que je me dis qu'avec tous les outils qu'on a aujourd'hui, de compression, avec toute l'information que l'on peut avoir sur ce qui a été fait, sur ce qui a été vécu par des rescapés qui continuent de témoigner encore aujourd'hui, des rescapés du génocide, des rescapés du terrorisme, de toute forme de traumatisme, je n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi aujourd'hui on est capable aujourd'hui d'écrire encore ce genre de choses sur les murs, ou de la dire ouvertement, ou de la penser même, de le penser simplement.

C'est qu'il y a quelque chose qui n'a été résolu ou intégré dans l'esprit des gens, ou alors l'éducation n'est pas, à mon avis, tout à fait, bien à sa place. Il faut qu'on continue de travailler, ça c'est mon devoir de maman, aujourd'hui, d'être la sentinelle pour mes enfants, pour les générations à venir. C'est un travail de longue haleine, c'est un travail que nous devons tous avoir au quotidien envers nos enfants surtout, parce que ceux sont les plus fragiles il faut leur donner tous les outils pour justement ne pas basculer cette haine de l'autre.

Quand on est arrivé en France en 1994, comme beaucoup de familles qui arrivent dans une petite ville où il n'y a pas énormément de mixité culturelle et sociale, on était perçu comme les noirs d'Afrique, un peu des sauvages. Ma mère me disait toujours : « Apprends aux gens la tolérance parce que c'est quelque chose qui n'est pas forcément évident. On ne naît pas tolérant on le devient. »

Et je disais : « Pourtant les enfants naissent purs ». Et elle me disait « Non Sonia, les enfants naissent vierge, donc avec tout ce qu'ils peuvent attraper comme information négative ou positive, il faut qu'ils puissent mettre de l'ordre dans leurs idées. »

Et c'est vrai que c'est une éducation de tous les jours, il faut être constamment en éveil, il faut être constamment vigilant avec les enfants, surtout avec les enfants. On le voit bien, ceux qui écrivent des propos racistes, antisémites sont évidemment nés dans une famille qui n'a pas transmis la bonne éducation. C'est évident.

On est ici au Mémorial de la Shoah à Paris. Vous nous avez dit que le mémorial de Kigali est également un très beau mémorial, est ce que vous pouvez nous le décrire ?

Sonia Rolland : Le mémorial du Rwanda est un mémorial très ouvert. On arrive dans un endroit qui est, bizarrement, très chaleureux. Parce que quand on arrive au mémorial on se dit toujours ca va être triste. Evidemment que c'est triste, mais il y a quand même une envie d'accueillir les gens et de le dire regarder ce qu'il s'est passé et ce que nous devons éviter pour la suite.

Il y a un mur extérieur, il y a une allée avec des tombeaux, il y a des noms écrits sur tout un mur qu'on appelle The Wall. Il y a plusieurs salles, il y a une forme de parcours à suivre et on comprend finalement comment toute la haine à l'égard des Tutsi est née. Et puis l'histoire du Rwanda évidemment et l'histoire d'autres génocides. On découvre l'Arménie aussi, la Shoah bien évidemment et d'autres génocides.

C'est un très beau mémorial qui est très utile. Obligatoire pour toute personnalité qui viendrait au Rwanda, c'est un parcours obligatoire. J'invite d'ailleurs toutes les personnes qui aimeraient visiter le Rwanda à le faire, mais à la fin du séjour. A chaque fois que j'ai des amis qui vont au Rwanda, je leur dis : « Faites le mémorial, aller visiter le mémorial de Kigali quand vous aurez terminé votre séjour, parce que vous allez prendre la mesure de la résilience des rwandais. Parce qu'on ne peut constater cette résilience qu'à travers l'histoire du Rwanda d'avant 1994 et c'est incroyable. C'est incroyable ce qu'est devenu le Rwanda aujourd'hui après 25 ans, c'est très inspirant et surtout ça prouve que l'humanité gagne toujours à un moment ou un autre.

Je n'ai pas eu la chance d'aller au Rwanda mais tout le monde me dit que c'est un pays magnifique et très beau. Est ce que vous pouvez, pour finir, me décrire un paysage merveilleux du Rwanda.

Sonia Rolland : Alors le Rwanda est connu pour être un pays très vallonné, on l'appelle le pays des 1 000 collines. Alors il faut pouvoir avoir la chance de voyager vers le nord pour découvrir tous ces paysages, mais je pense que ce qu'il y a de plus beau au Rwanda ceux sont les rwandais. Parce que même si il y a des paysages magnifiques, une sorte d'écrin vert, une sorte de jardin d'Eden, il y a quand même une résilience tellement forte qu'elle est inspirante et qu'elle redonne foi en l'humanité surtout.



Seconde interview : Chloé Deverly

Chloé, étudiante en classes préparatoires littéraires, est très engagée dans le milieu associatif et s'implique dans le travail de mémoire du génocide du Rwanda.

Son engagement remonte à un voyage au Rwanda, il y a deux ans, lors duquel elle a visité plusieurs mémoriaux et écouté le témoignage de rescapés Tutsi.

Chloé vous avez 18 ans, pourquoi est-ce que vous vous intéressez à la commémoration du génocide au Rwanda et pourquoi avez vous accepté de vous impliquer dans ce film ?

Chloé : Alors j'ai 18 ans, je suis étudiante cette année, mais ça fait déjà deux ans que je m'implique de manière assez intense dans tout ce qui touche à la cause des rescapés du génocide des Tutsi du Rwanda, parce que quand j'étais en première, à 16 ans, je suis partie une semaine au Rwanda au moment des commémorations, du 1^{er} au 7 avril, parce que je faisais parti d'une association et qu'on l'avait proposé. Pour moi ça paraît évident mais forcément ça a été une expérience extrêmement marquante, parce que même si j'avais quand même déjà une connaissance de ce génocide et même si je connaissais le mode opératoire avant d'y aller et que je m'étais renseignée, parce qu'on m'avait dit que ce serait dur psychologiquement, se retrouver face à des personnes qui avaient vécu ça et tout le long de la semaine écouter des témoignages, visiter des mémoriaux, être confronté à ce que ces personnes avaient vécu et être confronté aussi à des jeunes de 25 ans qui me parlaient non seulement du génocide qu'ils avaient vécu très jeune mais aussi toute leur vie qui a été détruite par ce génocide, ça m'a profondément marqué . Je ne pouvais plus, après être revenue de cette semaine, ne pas intégrer cette cause au cœur de mon engagement, qui était déjà assez fort puisque j'étais déjà dans plusieurs associations.

Cette année je m'implique dans la 25^{ème} commémoration du génocide, mais j'avais déjà mené un projet dans mon lycée l'an dernier, notamment inviter un rescapé qui s'appelle Dominique Sobeyro, qui avait 12 ans lors du génocide. En fait c'est l'intervention de Dominique qui m'a particulièrement motivé à me ré-impliquer cette année, notamment organiser des projets dans plusieurs lycées.

Parce que, déjà, on avait une salle qui pouvait accueillir 150 personnes qui était complètement pleine et surtout quelque chose qui m'a énormément marqué lors de cette semaine c'est le silence qu'il y avait à la fin des interventions, à la fin d'un documentaire qu'on avait passé et puis surtout à la fin de l'intervention de Dominique qui nous a parlé pendant deux heures de ce qu'il avait vécu.

Quand on traversait la salle et qu'on lançait une petite discussion avec le public, on sentait vraiment que ça avait un sens et que ça a changé quelque chose, on était face à des personnes qui étaient déjà un petit peu sensibilisées, on les avait informé de ce qu'il s'était passé au Rwanda, et il y avait comme une prise de conscience de ce que ça avait vraiment été, de la réalité de la chose.

J'en parlais beaucoup à la fin de l'année à Charlemagne, notamment au moment des commémorations, Dominique ce qu'il a apporté et la différence que ça a joué, le fait qu'il y ait un silence dans la salle vraiment solide et quand on avançait dans la salle, on avait l'impression d'avancer dans de l'eau tellement c'était intense et tellement tous les élèves qui étaient pourtant jeunes, il y avait des gamins de 15 ans, tellement ils étaient dépassés par ce qu'ils avaient entendu pendant 1h30. Je pense que c'est notamment le fait qu'il leur ait donné un visage. C'est un petit peu la même chose qui m'est arrivée, il y a une grosse différence entre savoir ce qu'il s'est passé à un endroit, bon c'est loin le Rwanda, c'est vaguement en Afrique australe et on sait un peu près le situer et on sait un peu près ce qu'il s'est passé, et vraiment avoir quelqu'un en face de soi qui nous raconte vraiment ce qu'il s'est passé et qui nous parle de ce que ça a été pour lui durant les 4 mois de génocide et de ce que ça a été pour lui durant tout le reste de sa vie.

On l'entendait d'ailleurs dans la vidéo, il y a d'autres personnes qui témoignent et qui ont vécu ce génocide et on le sent aussi. Même ici pendant le tournage il y a des moments d'émotion parce que ça fait une grosse différence d'être face à quelqu'un qui l'a vécu et qui a le courage d'exprimer ce qu'il a vécu à ce moment là. C'est essentiellement pour ça que je me réengage cette année et aussi parce que j'ai toujours en pensée les personnes que j'ai vu au Rwanda qui me posaient très souvent la question : « Est ce qu'on parle du génocide des tutsis au Rwanda dans les écoles françaises ? »

Parce que pour eux il y a eu un énorme travail de pardon qui a été fait au Rwanda parce que pour que le pays se relève, on était un peu obligé d'accepter qu'il n'y ait pas une vraie justice qui s'exerce. Les rescapés ont fait preuve, a priori, d'un courage assez dingue et ont dû accepter qu'à côté de chez eux vivent des gens qui avaient probablement tué des membres de leur famille. A côté de ça ils sont face à un pays comme la France qui refuse toujours 25 ans après de présenter des excuses et qui refuse d'en aussi d'en parler.

Je dirai que c'est la pensée des personnes qui me posaient cette question, forcément la petite ritournelle à chaque fois qu'on rencontre des témoins qui voyaient que j'avais 18 ans, enfin 16 ans à l'époque, qui en profitaient pour me demander si on en avait parlé à l'école. Parce que pour eux manifestement c'était important et ça se comprend bien et ça paraîtrait pourtant évident qu'on en parle, surtout que la France a joué un petit rôle a priori.

J'essaie de pouvoir répondre au moins mentalement à ces personnes qui me posaient la question. Oui dans certaines écoles françaises on en parle. Pas dans toutes mais on avance.

Vous n'étiez pas née ont quand ces atrocités sont survenues. Est ce que selon vous c'est toujours un problème contemporain, actuel qui intéresse la vie de votre génération aujourd'hui ?

Chloé : Comme je l'ai dit, j'ai 18 ans, donc le calcul est simple, je n'étais pas née quand le génocide est survenu. Pour autant ça paraît évident que c'est un problème qui est encore d'actualité parce que, comme je le disais à l'instant, on n'en parle pas dans les écoles françaises. On n'en parle pas dans les écoles françaises et pourtant il y a des rescapés. Je suis dans la dernière génération des rescapés, ils ont 25 ans. De 18 à 25 ans il n'y a pas un écart énorme, ceux sont des personnes qui sont un peu près dans la même phase que moi au niveau de leur vie mais qui vivent des choses complètement différentes. C'est peut-être un lien qui manque, qu'on ne fait pas entre les personnes qui ont survécu à ce génocide, la dernière génération qui est bien vivante, qui est là, qui aimerait bien qu'on parle d'elle et puis ma génération de l'autre côté du globe qui ne prend même pas conscience qu'il y a des personnes qui ont ce vécu là, qui ont cette expérience là qui est quand même diamétralement opposée à la notre.

Je dirais que c'est particulièrement actuel parce que dans ma génération aujourd'hui en France, j'ai l'impression qu'on a de plus en plus de mal à faire le lien entre ces vécus.

Nous avons évolué dans un milieu, où tout ce qui est conflit, tout ce qui est guerre, tout ce qui est génocide, c'est complètement du domaine du passé et on a facilement l'impression que ça ne peut pas arriver chez nous. Et ça mêlé à une tendance, que je ne vais pas développer là parce que je pense que c'est super complexe, qui consiste un petit peu à écarter tout ce qui nous dérange loin et à se dire comme je le disais , « *Bon le Rwanda c'est loin* », voir facilement dériver vers « *Bon c'est juste des guerres ethniques* », vers une forme de négationnisme « *C'est normal que ça se passe en Afrique mais ça ne serait pas normal chez nous et ça ne va pas chez nous parce que c'est en Afrique que ces choses là arrivent* ». Et même d'ailleurs en discutant avec des amis qui ont un peu près mon âge, j'ai été surprise de voir que il y en a très peu qui font le lien entre le génocide des Tutsi et la Shoah. Pour eux c'est deux choses complètement différentes et il n'y a quasiment aucune comparaison possible et imaginable. Sans parler de ceux qui diminuent le génocide des Tutsi au Rwanda en s'imaginant que c'est moins grave que la Shoah et que c'est pas comparable non plus en terme de hiérarchie. C'est très très très discutable vous vous en doutez.

Mais oui je dirais que c'est particulièrement actuel pour nous car on a sûrement ce travail là à faire. Prendre conscience que oui on est lié à des personnes très loin de nous qui ont des vécus totalement différents, qui ont vécu des choses très dures et il faudrait peut-être se rendre compte à un moment qu'on ne vit pas dans des mondes différents. On n'est pas dans deux dimensions opposées. Non seulement ce qui leur est arrivé peut nous arriver mais surtout on doit avoir une part d'action dans ce qui va se jouer dans les prochaines années. Ce qui nous paraît atroce dans un autre pays est quelque chose sur lequel on peut agir. Notamment parce que de toute manière le monde ne se pense plus avec des pays qui fonctionnent en autarcie totale. De toute manière, même l'action que pourrait mener la France, et nous en tant que français, en tant que citoyen français, il

faut qu'on se pense plus aussi comme des acteurs au niveau européen et mondial. Parce qu'on ne peut pas se concevoir uniquement comme des petits jeunes privilégiés qui peuvent restés dans le milieu protégé, ne pas soucier de ce qu'il se passe ailleurs qui est un peu moins rose. Donc oui on est la génération qui doit s'en soucier particulièrement. On est la génération, en plus, qui peut encore agir et qui peut donner une réponse aux rescapés qui vont bientôt mourir parce que ça c'est passé il y a 25 ans. Donc il y a la dernière génération qui atteint ses 25 ans, mais il y a aussi tous ceux qui étaient déjà adulte, qui arrivent en fin de vie et qui auraient besoin d'aide et qui surtout auraient besoin qu'il y ait un signe de la part de la part d'autre pays qui leur disent « On sait ce qui s'est passé. On reconnaît ce qu'il s'est passé ». Et une réponse parce que dans les témoignages, ce qui ressortait c'était aussi cette peur que ça recommence. L'idée finalement, comme il n'y a pas de réponse, comme il n'y a pas de reconnaissance de beaucoup de pays, que la France refuse encore d'expatrier des génocidaires, qu'il n'y a pas vraiment de reconnaissance du rôle que la France a pu joué notamment. Parce que forcément ils sont sensibles à ce que la France a fait et on m'en a beaucoup parlé vu qu'on savait que j'étais française. Ça se serait important parce qu'on leur a peut-être fait suffisamment de mal comme ça et ça serait pas mal qu'ils puissent partir de manière un peu plus apaisée. Quand j'y suis allée, c'était pile le moment, où le pape a présenté ses excuses pour les actions de l'église au Rwanda. Il y a beaucoup de rescapés qui m'ont demandés ce que j'en pensais et si je pensais que la France allait bientôt faire pareil. Ça ne paraîtrait pas compliqué, une reconnaissance de la part de la France, de la part des pays occidentaux de leur responsabilité dans ce qui s'est passé pour eux c'était important. Ça avait du sens, un vrai sens.

Est ce que vous pensez que 80 ans après le génocide des juifs en Europe et 25 ans après le génocide des Tutsi au Rwanda, un génocide peut encore arriver dans ta génération ?

Chloé: Je pense que, comme je commençais à le dire, cet engagement il prend particulièrement sens parce qu'on a tendance à s'imaginer qu'on aura plus jamais à subir des horreurs comme un génocide, mais ça c'est une vue de l'esprit. Parce qu'il suffit de regarder autour de nous, je ne vais pas citer d'exemple, il y a quand même dans l'actualité de ces dernières années plusieurs éléments qui rappelaient furieusement une logique génocidaire. Au delà de ça, dans la délégation dans laquelle j'étais, il y a eu dans les trois derniers jours du séjours Béate Klarsfeld et elle a dit un truc qui m'a énormément marqué et qui m'a aussi beaucoup motivé à m'engager. On discuté et il y avait un autre membre de la délégation qui lui parlé de son combat pour la mémoire du génocide des juifs d'Europe et qui lui demandait si elle considérait que c'était abouti aujourd'hui, parce qu'il y avait du avoir des violences antisémites. Elle a dit « *Oui la mémoire pour la Shoah, maintenant il y a quand même des choses qui sont faites. On est plus du tout au même point que quand j'ai commencé à agir. Je suis plutôt tranquille par rapport à ça. Il y a quand même une reconnaissance de cette mémoire. Le problème c'est plutôt pour les autres pays comme le Rwanda* ». Elle nous disait qu'elle était allée au Burundi un an avant, et le problème c'est plutôt pour tous ces pays là qui sont peu visibles, qui sont très peu représentés et qui ont aussi été le théâtre de violences atroces dont on ne parle pas. Le travail de mémoire ne s'exerce pas. C'est plus pour ceux là qu'il y aurait une inquiétude à avoir. Cela pourrait laissé présager qu'il y ait d'autres génocides.

Parce que quand on se réfugie dans un confort, en se disant il n'y aura plus de génocides, parce que ça va on parle de la Shoah, on parle des arméniens, on fait un vrai travail de mémoire. Et puis on écarte discrètement tous les génocides dont on ne parle pas et dont il faudrait parler parce que c'est évident que dans les conditions actuelles, il y en aura d'autres.

Parce qu'on ne fait pas vraiment le travail de mémoire, on ne le fait pas suffisamment. On fait sur des cas choisis qui nous arrangent en écartant certains faits encore aujourd'hui.

Est ce que vous avez l'impression que votre vigilance, que l'on comprend bien, elle est partagée par les gens de votre prépa, les gens que vous fréquentez sur les réseaux sociaux ? Est ce que vous vous sentez à part ou est ce que c'est partagé par tout le monde, cette vigilance extrême à ces phénomènes ?

Chloé : Le sentiment de vigilance et le fait d'être attentif aussi je dirais que c'est très compliqué de dire que c'est partagé ou pas partagé. Parce que d'abord on évolue dans des milieux très différents et c'est évident que dans les milieux engagés dans lesquels je peux évoluer il y a une vigilance et une conscience de ça. Je suis pas mal engagée dans la lutte antiraciste, et là il y a une vraie conscience de ça parce que derrière le fait d'ignorer certains génocides, il y a probablement une dimension raciste aussi. Pour le Rwanda des rescapés me disaient qu'en France on n'en parle pas « *c'est des noirs c'est normal qu'ils se tapent dessus* ».

Donc il y a cette réflexion, qu'on prend par rapport au reste du monde quand on est un pays comme la France, qui est très présente dans certains milieux dans lesquels j'évolue et notamment dans ma prépa où j'ai été agréablement surprise car quand j'ai parlé, à la rentrée à des amis, de faire un projet sur le génocide des Tutsi du Rwanda, l'accueil était plutôt très positif. Ils étaient ravis de pouvoir en parler. Ils ne connaissaient pas l'histoire, on en discute et il y a un réel intérêt pour ces sujets là.

Après on tombe aussi sur des personnes de mon âge qui ont beaucoup plus tendance à s'écarter de ça. Ça pourrait s'expliquer par beaucoup de raisons. D'abord pour ce que ça a d'angoissant. Parce que il ne faut pas le nier non plus on est une génération qui voit pas mal de trucs inquiétants arriver. Il y en a qui ne veulent pas voir cette autre ombre au tableau. Il y aussi des personnes qui sont irrécupérables. Fatalement dans ma vie je suis tombée sur des personnes qui étaient racistes, je suis tombée sur des personnes qui en avaient pas grand chose à faire du Rwanda. La on s'énerve, on se dispute et puis finalement en se rend compte qu'il faut peut-être mieux se concentrer sur ceux qui sont encore capables d'entendre ce que l'on leur dit. J'essaie d'incarner ma génération mais je ne peux pas non plus recouvrir toute la tranche d'âge 18 ans. Je parle quand même de mon point de vue et avec les milieux dans lesquels j'évolue. Je dirais qu'il y a quand même des contrastes assez énormes. D'un côté il y a des gens très très très engagés qui ont un intérêt énorme pour ces sujets là et de l'autre il y en a qui sont un peu moins conscients de ce qui va se jouer avec un travail de mémoire. Notamment sur la mémoire des génocides oubliés.

En tant que jeune fille, est ce qu'il y a des drames du génocide du Rwanda qui vous ont particulièrement touché ? Est ce que vous vous êtes identifiée aux jeunes filles rwandaises ?

Chloé : Alors en tant que jeune fille, j'ai envie de dire que nécessairement les violences qui ont été faites aux femmes, ça a été particulièrement marquant. Et je ne suis pas la seule, et je ne suis pas l'exemple le plus marquant. A Charlemagne l'an dernier quand on a projeté le documentaire d'Anne Lainé qui s'appelle *Rwanda un cri d'un silence inouï* et revient sur les traumatismes laissés par le génocide, avec des interviews de rescapés 10 ans après le génocide et il y a un passage vers le début du documentaire où l'on rencontre une membre de la Vega, une association de veuves du génocide, qui évoque les violences qui ont été faites aux femmes, il y a vraiment une jeune fille qui n'a pas pu supporter. Elle a été obligée de sortir et elle était dans un état de nervosité totale, elle était extrêmement tendue. C'est nécessairement marquant mais moi c'est plus en terme de jeunesse que je vois ça. J'ai plus fait le lien et je me suis plus identifiée aux jeunes qui avaient vécu ça car je faisais un parallèle entre moi la vie que j'avais la chance de vivre et la vie que eux se tapaient. C'est plus maintenant que ça vient, je ne saurais même pas comment exprimer ça, mais vraiment on a envie de dire « Mais merde ! » quand on voit ce qui a été fait. Là je parlais d'empathie, c'est assez délicat quand on se retrouve face à des rescapés dans la position qu'on peut prendre par rapport à eux. Forcément quand on passe une semaine à écouter des témoignages extrêmement durs, il y a une part d'identification, on se reconnaît dans les personnes et on a envie de pleurer, on est horrifié par leur malheur. Mais en même temps on peut se demander quelle légitimité on a à faire ça, parce que ce serait presque comme les hommes qu'on se retrouve à consoler quand on leur parle féminisme parce tout un coup qu'ils découvrent que oui il y a une oppression de la femme à un certain niveau et que c'est terrible et ils ne se rendaient pas compte qu'ils opprimaient certaines femmes et du coup ils en souffrent. C'est un peu la même question je pense. On a tendance à reprendre le chagrin des autres. On n'a pas à occuper cette place, on n'a pas à pleurer face à quelqu'un qui témoigne de ce qu'il a vécu durant son génocide. Je n'ai jamais pleuré pendant les témoignages et j'ai toujours cherché à ne pas m'identifier à ce que les gens me racontaient et à ne pas rapporter les choses à moi. On est là pour écouter, pour recevoir ce que les gens veulent bien nous raconter, faire un travail à partir de ça et transmettre cette mémoire et la porter parce qu'eux n'ont pas forcément la force de le faire non plus et c'est déjà une force énorme ne serait ce que témoigner.

Il faut savoir mettre une distance entre ce que les gens nous racontent et nous. Ce qu'ils nous racontent ce n'est pas nous. C'est quelque chose qu'il faut travailler, qu'il faut transmettre. Mais ce n'est pas quelque chose qu'il faut assimiler.

Vous avez eu donc la chance ou l'occasion d'aller au Rwanda, est ce que vous pouvez nous faire partager votre émotion quand vous avez visité un mémorial ?

Chloé : J'en ai visité trois. Celui de Kigali, celui de Bisesero et celui de Bagogué. Celui de Kigali je pense qu'il a déjà été évoqué. Je l'ai visité trois fois. J'y suis allé le premier jour du séjour. J'y suis retourné au milieu du séjour et du coup le 7 avril. Les commémorations officielles étaient aussi au mémorial donc ça a été la troisième fois où je m'y suis rendu.

Je garde un souvenir très marquant de celui de Bisesero et de Bagogué. La on se représente vraiment ce que ça a pu représenté. Surtout celui de Bisesero, où le mémoriel a été pensé pour qu'on reproduise le chemin des Tutsi. Bisesero est au bord du lac Kivu dans une zone très vallonnée. A Bisesero des populations Tutsi ont tenté de résister. Elles avaient déjà commencé à former des groupes depuis les massacres de 1963. Elles avaient une petite organisation pour tenter de résister en cas de génocide. Donc elles se sont réfugiées dans les collines et elles essayaient de combattre comme elles pouvaient les génocidaires Hutu. C'était essentiellement à coup de pierre. Ils ont essayé de reproduire le chemin de croix qu'ont suivies les populations Tutsi qui se sont réfugiées dans ces collines. On monte toute la colline. Il y a une grande fosse commune en haut. Il y a plein de petites maisons avec des ossements qui suivent le chemin qui est très escarpé et très sinueux. Au fur et à mesure qu'on monte, les marches sont de plus en plus hautes, de plus en plus irrégulières. Elles sont formées de pierres qui ne sont pas taillées. On est déjà à une altitude assez importante en bas de la colline. Plus en monte plus on a le souffle court et on a de plus en plus de mal à marcher. Là vraiment on commence à mesurer ce que c'est. On suit le chemin, on se met dans leur pas. Celui là, oui, il m'a particulièrement marqué. Surtout quand on se dit que c'était pendant la saison des pluies. Nous il y avait un temps sec, mais en plus c'était la boue et il n'y avait pas de chemin de pierre. Je l'ai aussi trouvé très intéressant, parce que le fait de passer de maisons en maisons et de procéder par étapes, on avait l'impression de progresser dans l'horreur. On se sentait vraiment dans leurs pas.



3^{ème} interview : Michel Cymès

Michel Cymes est chirurgien ORL mais également animateur d'émissions de radio et de télévision.

Michel Cymes, dont les deux grands-pères sont morts à Auschwitz, est l'auteur du documentaire « *Hippocrate aux enfers* » qui évoque les atrocités commises par les médecins nazis au nom de « la recherche scientifique. »

Pouvez nous dire pourquoi vous avez accepté de vous impliquer pour le mémorial de la Shoah pour ce 25^{ème} anniversaire du génocide rwandais ?

Michel Cymes : J'ai voulu m'impliquer pour cet anniversaire parce qu'il est complètement inconcevable pour moi qu'il puisse encore y avoir des génocides. Le génocide rwandais a eu lieu 50 ans après le génocide orchestré par les nazis. Il est invraisemblable qu'il ait pu avoir lieu. Il est invraisemblable qu'on puisse imaginer aujourd'hui qu'un nouveau génocide est lieu quelque part dans le monde. Pourtant, ce qui m'effraie énormément c'est le pouvoir, la force des réseaux sociaux qui permettent de faire circuler des rumeurs, des idées reçues sur telle ou telle population, sur telle ou telle communauté. Ces réseaux sociaux sont un véritable cancer pour la société. Je suis très inquiet à l'idée qu'un nouveau génocide puisse avoir lieu simplement parce que des messages haineux puissent circuler aujourd'hui aussi vite grâce à ces réseaux.

Pour vous ce n'est pas seulement un devoir de mémoire vis à vis du million de personnes assassinées ?

Michel Cymes : Il y a bien évidemment un devoir de mémoire. Il faut sans arrêt rappeler ce qu'il s'est passé. Henry Borland, un ancien déporté, en rentrant des camps de concentration a dit à propos du génocide juif, de la Shoah : « Il faudra sans cesse rappeler que cela fut. » Cela fait partie de l'éducation. Cela fait partie de ce qui pourrait peut-être nous empêcher d'avoir un nouveau génocide. Il faut sans cesse rappeler que des hommes, touchés par une folie meurtrière, ont causé la mort d'enfants, de femmes et d'hommes tout simplement parce qu'ils étaient nés différents d'eux. Je crois qu'aujourd'hui, surtout dans un contexte difficile dans le monde entier, un contexte populiste, nationaliste, il faut rappeler ce qu'ont été les génocides pour espérer qu'il n'y en ait plus.

Vous venez de réaliser un documentaire sur ce qu'on pourrait appeler un usage maléfique de la médecine dans les camps nazis. Est ce que vous voyez des relations entre le génocide nazi, le génocide des hutus ? Qu'est ce que cela vous inspire par rapport au travail que vous avez vous même fait ?

Michel Cymes : Ce que j'avais fait avec Hippocrate au enfers, c'était participer au devoir de mémoire par rapport à ce qu'il c'était passé pendant la guerre, dans les camps de concentration. Mais c'est aussi très symbolique de ce que peuvent devenir les hommes en devenant fou.

Les dignitaires nazis, les médecins, qui étaient intellectuellement des gens intelligents ont basculé dans l'horreur. On a malheureusement tendance à penser que tout ce qui est crime de guerre et tout ce qui est génocide est le fait des gens qui ne sont pas forcément très intellectualisés, pas très « cortiqués » comme on dit. C'est à dire des gens qui sont prêts à taper sur un autre parce qu'il est simplement différent. Ce que j'ai fait avec *Hippocrate aux enfers*, c'est de montrer que des gens qui avaient fait des études, souvent intelligents, avaient pu basculé dans l'horreur. Malheureusement on sait très bien que les génocides ne sont pas engendrés uniquement par des populations à faible quotient intellectuel et c'est peut être ça qui est le plus effrayant dans les génocides.

Qu'est ce que vous diriez à vos fils, si vous leur parliez du génocide du Rwanda ? En quoi c'est important qu'ils soient complètement informés ?

Michel Cymes : Si je devais parler aujourd'hui à mes fils du génocide rwandais, ce serait pour leur dire qu'il s'est passé des choses absolument insupportables, absolument innommables il y a pas si longtemps et pas si loin.

L'histoire quand on l'enseigne aux enfants leur paraît très lointaine. C'est des choses qu'il n'ont pas vécu et heureusement. On leurs parle de 39, on leur parle de 18, on leur parle du moyen âge. Tout ça est parfois un peu mélangé dans leur tête et de toute façon pour eux, 70, 80 ans avant, il s'est passé des choses horribles mais c'était loin.

Rappeler que le génocide rwandais, c'était seulement il y a 25 ans. Mes fils, pour certains, sont pas loin des 25 ans et peu de temps avant leur naissance, un million de personnes ont été massacrées pas très loin de chez nous. Je crois que pour essayer d'éviter que les

choses ne recommencent, qu'il y ait encore des drames comme le génocide rwandais il est utile de leur apprendre la vigilance et la lutte contre l'intolérance.



4^{ème} interview : Marcel Kabanda

Marcel Kabanda est historien et Président de l'association IBUKA France qui représente les victimes du génocide des Tutsi au Rwanda.

Il est également co-auteur du livre "Rwanda : Les médias du génocide".

Marcel Kabanda, pouvez vous nous parler de votre association Ibuka ? A quoi sert elle ? Pourquoi l'avez vous créée ? Quelle est sa mission ?

Marcel Kabanda : Mon association Ibuka France, il faut ajouter France parce que c'est une association qui a été créée en France, de droit français. Sachant qu'il existe d'autres associations Ibuka. Il y a un au Rwanda, en suisse, en Belgique, en Hollande, en Italie et dans d'autres pays où se trouvent les rescapés ou leurs amis. La mission d'Ibuka est une mission très difficile. C'est à dire que nous ne l'avons pas souhaité. Nous n'avons pas rêvé de créer cette association Ibuka. Elle nous a été imposée par l'Histoire. L'histoire du génocide des tutsi.

L'association Ibuka a été créée au lendemain du génocide pour honorer la mémoire des victimes. Pour éviter que le crime ne soit nié. Pour éviter que cette mémoire ne soit profanée. Mais aussi pour que cette histoire soit connue de tous. Pour servir un peu aux générations futures.

Nous avons déjà vécu cette histoire, comme avant nous les arméniens, comme les juifs. Nous pensons que cette mémoire mérite d'être connue pour aider les générations futures à se prémunir contre tout ce qui est stigmatisation, intolérance, racisme,

exclusion. Parce que cela conduit à des choses aussi graves que les meurtres, les viols, les génocides.

Notre association c'est à la fois la mémoire, le passé mais c'est aussi le présent parce que nous vivons dans des sociétés qui sont traversées par ce type de problèmes. Et aussi pour l'avenir pour préparer les gens à se protéger contre ce qui divise, ce qui source d'intolérance, tout ce qui est non acceptation de l'autre, tout ce qui met à mal le vivre ensemble.

La 25^{ème} commémoration du génocide du Rwanda se fait en partenariat avec le mémorial de la Shoah à Paris. Est ce que vous pouvez nous expliquer la logique entre votre association et le mémorial de la Shoah ?

Marcel Kabanda : Quelle est la logique de ce partenariat ? Je ne sais pas ce que vous pensez par logique de ce partenariat. Nous sommes partenaires sur ce moment là, pour la 25^{ème} commémoration. Nous sommes en fait partenaires depuis bien longtemps. Cela fait plus de 10 ans que nous travaillons avec le mémorial de la Shoah sur cette question de la mémoire, de la commémoration.

C'est aussi un travail du mémorial de la Shoah, de la mémoire des victimes des génocides. D'abord la mémoire des victimes de la Shoah, mais aussi parce que c'est une mémoire universelle. Le Mémorial de la Shoah travaille déjà sur cette problématique. D'où l'inclusion de la mémoire du génocide des Tutsi dans son travail. Nous ne sommes pas des pièces rapportées. Nous sommes peut-être une ouverture plus ou moins normale. Ca peut se comprendre, mais évidemment l'idéal serait demain qu'il ne soit pas obligé de prendre en considération d'autres mémoires d'autres victimes. L'idée ce n'est pas d'en inclure au maximum, c'est d'éviter qu'il y en ait. Nous travaillons sur la même problématique qui est celle de la mémoire, la même problématique qui est celle de l'éducation pour protéger les victimes du passé mais aussi pour que les vies d'aujourd'hui et de demain soient protégées.

La vidéo qu'on est entrain de faire elle va s'adresser à des français. Peut-être qu'il y a des français qui vont voir cette vidéo et qui malheureusement ignorent complètement ce qu'il s'est passé il y a 25 ans entre le mois d'avril et le moi de juillet au Rwanda. Est ce vous pourriez vous adresser à un français qui a 25 ans et qui ignore ce qu'il s'est passé à sa naissance ?

Marcel Kabanda : La vidéo que nous faisons aujourd'hui s'adresse à un public le plus large possible. C'est ce que nous souhaitons. Nous le faisons parce que nous savons qu'il y a des françaises et des français de 25 ans, de moins de 25 ans, ou de plus de 25 ans qui ne connaissent pas cette histoire. Il y en a beaucoup qui savent mais il y en a aussi qui ne savent pas. L'idée est que c'est vidéo puisse s'adresser à un public large. Mais ce n'est pas dans cette vidéo qu'ils vont trouver l'information. Ce n'est pas en regardant cette vidéo, en m'écoutant parler qu'ils vont comprendre ce qu'il s'est passé au Rwanda en 1994. C'est vidéo c'est aussi une invitation à d'autres activités qui sont organisées dans le cadre de cette commémoration. Il y aura des expositions, il y a en aura une au mémorial de la Shoah, il y en aura une à Drancy. Il y aura une exposition à la mairie de Paris. Il s'agit d'inviter les gens à visiter ces expositions. Il y aura, outre les expositions, des conférences qui seront organisées. Nous accueillons au mémorial de la Shoah le 31 mars une

rencontre importante de rescapés qui ont écrit leur témoignage. Il faut venir les écouter. Ils vont échanger entre eux mais aussi avec le public. C'est une occasion d'apprendre ce qu'il s'est passé mais aussi comment les rescapés essaient d'écrire cette histoire. Comment ils l'a reconstituent et comment ils se reconstruisent. Il y aura des expositions et des conférences dans le cadre de cette commémoration. Ceci est une invitation à venir assister, à participer à ces évènements pour s'informer d'avantage sur ce qu'il s'est passé au Rwanda il y a 25 ans.

En Avril 1994, Vous étiez étudiant en France ?

Marcel Kabanda : Oui, en Avril 1994, je venais de finir mes études, en France, à Paris à l'université Paris I.

Vous avez été informé des évènements par le téléphone, la presse ? Comment ça s'est passé ?

Marcel Kabanda : J'ai été informé de ce qu'il se passait au Rwanda par plusieurs canaux. D'abord je n'ai pas commencé à m'informer en 1994. Nous suivions déjà ce qu'il se passait dans ce pays depuis 1990 et le début de la guerre. Nous savions en 1994 que les gens étaient arrêtés, persécutés, emprisonnés. Après ils étaient libérés et ne retrouvaient pas leur emploi. Nous avons suivi la propagande dans la presse pendant l'année 1993. Nous avons suivi un petit peu l'évolution jusqu'au jour au j'apprends, par un ami, que l'avion est tombé et dès le lendemain, j'apprends que les gens sont entrain de mourir. Que les gens sont assassinés. J'apprends par des amis qui disparaissent car ils ont été tués puis j'apprends par la presse. C'est en lisant un article du nouvel observateur, un matin, que j'apprends la mort de ma famille qui était tutsi. Quand je parle de gens qui sont tués, assassinés, je parle des Tutsi.

Quelle est la logique, selon vous, qui fait que des extrémistes Hutu ont décidé de commettre de tels meurtres ?

Marcel Kabanda : Jusqu'en 1994, je ne m'étais pas intellectuellement spécialisé dans la question. Je venais de finir une thèse sur l'histoire du sel. J'étais vraiment loin de ces problématiques. J'étais plutôt intéressé par des questions techniques, de production, des questions économiques, de circuits d'échanges, de gestion des espaces et des territoires. C'était ça mon domaine de recherche. A partir de 1994, à cause justement de ce qu'il venait de se passer, la mise à mort d'un million de personnes, nous disons en 3 mois, c'est à dire du 7 avril au 15 juillet 1994, mais en réalité quand on voit les grands massacres, la géographie des massacres, au fond une grande partie des meurtres sont commis entre le 7 et le 25 avril, donc c'est plutôt 3 semaines que 3 mois. A partir de cet évènement j'ai été interpellé. Il fallait que j'essaie de connaître, de savoir. Au fond, j'étais en France en 1994 mais j'étais en dehors du Rwanda depuis bien avant, depuis 1973. J'ai été chassé, j'étais dans un séminaire au Rwanda. Nous avons été mis à la porte par nos camarades Hutu. Parce que nous étions Tutsi, parce qu'ils s'estimaient que nous étions trop nombreux dans les écoles. Je savais aussi, sans que ce soit le résultat d'une recherche académique, intellectuelle, sans que ce soit le résultat d'une lecture, je savais aussi, parce que j'avais entendu qu'il y avait des problèmes dans les années 1959, que les

maisons des Tutsi avaient été brûlées, que certains avaient été tués, que beaucoup avaient été obligés de s'exiler au Burundi.

Je savais qu'il y avait un problème Tutsi au Rwanda. Je savais que les Tutsi faisaient l'objet de la politique des quotas. Ils n'avaient pas accès à l'éducation dans les mêmes conditions que les Hutu de leur âge. C'est surtout le passage de l'école primaire à l'école secondaire où le problème commençait à se poser. Les Tutsi étant 10 pourcents dans la société, il était considéré que seulement 10 pourcents des tutsi pouvaient accéder à l'école secondaire. Nous savions tout ça. Alors après effectivement j'ai essayé de comprendre, surtout à partir de la lecture de la propagande. La lecture de la propagande m'a amené à comprendre, surtout à partir du 7 avril, que ce n'était pas quelque chose de très spontané, très brutal. Le mouvement est brutal, massif mais c'est la continuité d'une pensée, d'une réflexion qui distingue dans la population rwandaise un peuple majoritaire naturel et un peuple minoritaire qui est sensé être venu d'ailleurs.

Cette pensée elle existe dans la société rwandaise depuis le début du 20^{ème} siècle, depuis la fin du 19^{ème} siècle. C'est un peu une introduction sur le terrain africain des théories raciales qui se mettent en place à la fin du 19^{ème} siècle en Europe. J'ai vu en essayant d'étudier la littérature qu'il s'est installé insidieusement dans la société rwandaise cette question de la différence entre le Hutu et le Tutsi. Pendant la période coloniale, le Tutsi est perçu comme un être un peu supérieur plus proche du blanc alors que le Hutu est le vrai nègre bon pour travailler et le Tutsi est proche de l'européen, capable assimiler les techniques et la pensée occidentale. Il y a un seul accès à l'école. Ca c'est quelque chose qui est pratiqué de façon coloniale par les responsables de l'église, les pères blancs qui ont la possibilité de le faire parce qu'ils contrôlent l'éducation. L'école est bien payée par l'Etat, c'est une école publique mais gérée par les missionnaires. Les missionnaires ont cette idée qu'il y en a qui sont proches des européens, capable d'assumer cette entourage et d'autres qui le sont moins. Cette ségrégation qui existe dans la société rwandaise va se faire à l'envers à partir de l'année 1959 au moment où le pays accède à l'indépendance. Les leaders Hutu disent que si il faut se décoloniser, il y a deux niveaux de colonisation. Il y a la colonisation entre noirs, de noirs sur d'autres et une colonisation de blancs sur des noirs. On va commencer par se décoloniser, régler le problème de la colonisation du noir sur le noir. D'où cette révolution sociale de 1959 qui est souvent considérée par les rwandais comme étant l'équivalent de la révolution française. La révolution française c'est mettre fin à des privilèges. Au Rwanda c'est maintenir les privilèges mais en inversant les rapports. Les mêmes inégalités, les mêmes rapports vont exister, simplement ça change de signe. Le Tutsi est toléré, tant qu'il se tient tranquille. Aussi paradoxalement que ça apparaisse, la leçon de cette histoire c'est que le racisme ce n'est pas forcément la couleur de la peau, c'est dans la tête de celui qui veut être raciste. On peut créer des races de manière imaginaire et par l'éducation, par la propagande, on habitue les gens à distinguer des races entre des communautés qui finalement n'ont rien de différent. Au Rwanda, les Hutu et les Tutsi parlent la même langue, ils habitent ensemble, il n'y a pas une religion de Tutsi et une religion de Hutu.

Sur le plan social, économique, les Tutsi sont réputés éleveurs de gros bétail et les Hutu agriculteurs, mais dans la réalité chaque famille pratique un peu d'élevage et beaucoup d'agriculture ou alors peu d'agriculture et beaucoup d'élevage. C'est plutôt des activités qui sont associées. Mais ce racisme s'est installé et c'est ça qui va faire que malgré tout le Tutsi sera perçu comme différent et comme dangereux. D'autant plus dangereux, disait la propagande, qu'il ne veut pas accepter la différence. Un leader du parti du président

disait en 1992 : « On va les renvoyer chez eux par la voie la plus courte ». L'idée qu'ils ne sont pas d'ici, ils ne sont pas de chez nous. Il faut qu'ils arrêtent de nous déranger, de nous embêter.

Est ce que vous pouvez nous parler de la carte d'identité que les rwandais avaient avant ce drame, et comment elle a été modifiée ?

Marcel Kabanda : La carte d'identité, ca existe dans toutes les sociétés où il y a des techniques d'administration moderne. Ce document a fait couler beaucoup d'encre. Evidement aujourd'hui, il y a une carte d'identité sur laquelle il y a marqué rwandais. Jusqu'à 1994, il était marqué Hutu, Tutsi et Twa dans des catégories et après selon que vous êtes Hutu ou Tutsi on barre la mention inutile. Alors si vous êtes Tutsi ou barre Hutu et Twa, comme ça on sait qui vous êtes. C'est important par rapport à la politique des quotas. Comment va t'on savoir qui est Hutu ou Tutsi au moment de distribuer des emplois ? C'est la carte d'identité. Cette carte d'identité, elle a commencé à être distribuée, pas exactement sous cette forme dans les années 1930. Parce que l'administration belge avait besoin d'identifier les gens. Elle n'est pas faite dans l'idée de tuer les Tutsi. C'était un élément d'identification. Dans ce qui apparaît dans les archives belges, c'était une manière de savoir qui doit être astreint aux travaux appelés travaux forcés. Les gens ne paient pas d'impôts mais ils font des journées de travail dans l'intérêt public. Créer une route, assécher un marais, tout ce qui est travail d'intérêt général. L'Etat n'a pas d'argent pour payer des salaires donc les gens le font, ils viennent travailler. Dans un premier temps c'est ça, savoir sur ta colline qui est-ce qui va venir. On va distinguer les Hutu et les Tutsi et on va leur donner une carte d'identité. La première carte d'identité est inspirée de la carte d'identité qui existe déjà au Congo. Le Congo qui est notre voisin à l'ouest et qui est sous administration belge depuis les années 1900. Ils ont déjà une carte d'identité et sur la carte d'identité on voit bien à quelle tribu appartient l'individu. Au Rwanda on garde l'ancienne carte et on remplit toutes les cases. C'est comme ça que la carte d'identité rentre dans l'usage de l'administration rwandaise, c'est une manière d'identifier les individus. Elle est utilisée comme elle est utilisée au Congo, il faut répondre à toutes les caractéristiques. Finalement Hutu et Tutsi ne servent que dans la définition de savoir quelle est la population qui est astreinte aux activités d'intérêt général. En 1957, l'administration indigène, parce que nous sommes dans un système colonial dit d'administration indirecte, c'est une administration indigène avec le moami, le roi, ses chefs etc... Le Moami, en 1957, veut mettre fin, non pas à la carte d'identité parce qu'il trouve qu'elle peut servir, mais il veut mettre fin à la distinction entre les Hutu et les Tutsi. Ceci est refusé par les Hutu et par l'administration coloniale et par les missionnaires qui disent : « Il faut au moins qu'il garde le droit de se compter. »

Ils pensaient que si on supprime la carte d'identité, l'identité Hutu pourrait disparaître et que les Tutsi pourraient dominer et garder la main sur les ressources, sur l'Etat en se cachant dans la masse. La carte d'identité est posée à ce moment là comme un élément d'identification politique, comme un élément d'identité sociale et comme quelque chose qui la source du pouvoir et du nationalisme. La révolution sociale, elle a pour but de supprimer la monarchie et l'aristocratie qui s'était constituée tout au tour. Mais la propagande qui s'est construite, c'est redonner le pays à ces propriétaires qui sont les Hutu. La carte d'identité ce n'est pas elle qui tue mais c'est l'élément qui permet de le

faire. C'est pas elle qui exclue mais c'est l'élément qui permet d'exclure. C'est pour ça que dans la reconstruction du pays, les nouvelles autorités du pays ont décidé de maintenir la carte d'identité, parce qu'on ne peut pas faire autrement, mais de supprimer ces identifications ethniques. Le fait que vous soyez Tutsi parce que vous êtes né du Tutsi, on le sait par la carte d'identité. Le père qui va faire enregistrer son enfant au moment de sa naissance, il lui donne son identité à lui. L'enfant il est Tutsi parce que le père il est Tutsi. Il y a une reproduction biologique, naturelle et normale qui est relayée par une pratique administrative au travers de la carte d'identité. Donc c'est comme si on, au fond, on finissait par créer des races, parce que le Tutsi et le Hutu ce n'est pas forcément celui qui a, comme on l'a prétendu au départ, 10 têtes de gros bétails ou qui en a moins. A un moment donné il n'y en a plus de gros bétail dans le pays. Mais le Tutsi c'est le fils du Tutsi. C'est quand même cette reprise par l'administration de la reproduction biologique finit par créer cette idée qu'il y a des groupes qui sont différents. L'enfant qui est né d'un père Hutu et d'une mère Tutsi, traditionnellement dans la culture rwandaise, l'enfant à l'identité de son père. Le fait que sa mère soit Tutsi, on ferme les yeux. Si le père est Tutsi et la mère est Hutu, la maman on ne va pas en tenir compte et dire que l'enfant est Tutsi. Mais en 1994 pendant le génocide, la règle culturelle, celle qui donnait à l'enfant uniquement l'identité du père, elle est abrogée quasiment. Ce qui va compter c'est de dire si il a du sang Tutsi dans ses veines. Donc l'enfant de père Hutu et de mère Tutsi sera considéré comme Tutsi parce il a du sang Tutsi dans ses veines.

Vous nous avez dit qu'à partir du moment où l'avion du président a été abattu la propagande s'était déchainée. Est ce que vous pouvez nous dire quels étaient les mots employés par cette propagande pour décrire la population des tutsi ?

Marcel Kabanda : La radio RTLM, la radio télévision libre des milles collines, elle commence à émettre au Rwanda en juillet 1993. Jusqu'à cette date là, il n'y avait qu'une seule radio, c'était la radio nationale qu'on appelait Radio Rwanda. La RTLM qui commence à émettre en 1993, elle est présentée comme une radio privée. C'est une radio commerciale avec des actionnaires, qui est montée sur la base d'actionnaires. On voit très bien qui sont les actionnaires, ce sont les militaires, ce sont des hommes d'affaires, ce sont des cadres politiques qui sont majoritairement de la région du président et de son parti.

Quand elle est née en 1993, elle vient relayer un journal qui s'appelait *Kangura*, ce qui veut dire *réveille le*. Ce journal lui existait depuis mai 1990 et véhiculait la pensée que j'ai décrit tout à l'heure sur la distinction de l'ennemi Tutsi, du grand peuple majoritaire qui est décrit comme « Vous êtes le grand peuple bantou, méfiez vous des Tutsi qui veulent vous dissoudre. » Un appel vraiment au peuple Hutu à se constituer en groupe distinct et en groupe important qui doit retrouver ses racines, sa culture. Une culture que, selon ce journal, les Tutsi auraient appris aux Hutu à mépriser. Durant les trois années de 1990 à 1993, c'est dans ce journal que seront publiés ce qu'on a appelé les 10 commandements de Bahutu, qui paraissent en décembre 1990, et qui sont véritablement un décalogue de la haine et qui montrent bien comment il faut faire la distinction entre les Hutu et les Tutsi. Ils parlent aussi des méfaits des Tutsi qui se dissimilent, qui ont déjà prit le pouvoir à l'insu de la majorité parce qu'ils utilisent leur intelligence, ils utilisent leurs femmes, qui sont belles mais qui sont des espionnes dangereuses. Cette presse écrite est un bi

mensuel, publié deux fois par mois. Lorsque la radio est publiée en juillet 1993, il y a une jonction entre les deux médias et il y a un article de *Kangura* qui dit « Maintenant nous arrivons à un stade supérieur ». C'est vrai c'est un stade supérieur parce qu'une radio c'est beaucoup plus efficace qu'un journal. Beaucoup de rwandais ne savaient pas lire, ce journal était produit tout au plus à 5 000 exemplaires, tout le monde ne l'achetait pas forcément. La radio c'est facile puisqu'on émet à Kigali et tout le monde sait en même temps ce que dit la radio. La radio va reproduire les éléments de la presse écrite sur l'ennemi Tutsi, sur le danger ou le risque qu'on porte. A ce moment là il y a deux idées, il y a celle de la démocratie, il y a la guerre évidemment entre le front patriotique qui est constitué de ces exilés qui reviennent au Rwanda et l'armée gouvernementale. Mais il y a aussi à l'intérieur du Rwanda, des leaders hutu qui veulent en finir avec ce régime qui est militaire, monopartiste. Il y a une demande de démocratie, une demande d'ouverture intérieure. Le journal *Kangura*, comme plus tard la RTLM, vise cette demande de démocratie en disant « ceux sont des traîtres, ils nous divisent, à un moment nous sommes menacés, il faut plutôt nous unir ».

Ils mettent aussi en garde contre ce que fait le gouvernement car le gouvernement a entrepris de négocier avec la rébellion. Pour ces deux médias, il y a deux dangers, ces revendications démocratiques qui sont portées par des leaders Hutu et Tutsi de l'intérieur et contre le deuxième danger qui est la négociation. Ils disent : « Ils tentent de nous diviser, si nous nous laissons faire, demain il n'y aura plus de république, il n'y aura plus de Hutu ». Pour ces deux médias, les leaders des partis démocratiques sont des gens qui sont manipulés, ou qui sont payés par la rébellion.

On retrouve le même vocabulaire, celui des Tutsi venus d'ailleurs, celui du Tutsi qui est menteur, celui de l'étranger qui ne comprend rien et celui du peuple majoritaire qu'il faut défendre et qu'il faut protéger. Il y a deux médias qui sont des médias de mobilisation du peuple Hutu majoritaire, contre une minorité qui divise et qui aurait des intentions d'exterminer le peuple Hutu. Ceux sont des médias qui appellent à la guerre, qui appellent à la haine et qui pensent que la solution c'est « Il faut nous battre ». Quand l'accord de paix est signé en août 1993, dans *Kangura* et dans la RTLM c'est le deuil. Ils disent que la guerre va commencer. Il y a dans cette production une angoisse sourde : « Nous sommes en danger, nous allons mourir, nous sommes foutus, si nous ne réagissons pas, si nous ne reprenons pas le cours des choses, si nous ne disons pas non à la négociation mais plutôt par la force obtenir le pouvoir, le garder ». Si on veut comprendre ce qui se dit à la RTLM, il faut comprendre ce qui s'écrit à *Kangura* et savoir que l'avantage de la radio c'est quelle peut s'adresser à tout le monde, à tout un peuple en même temps et ça c'est un élément assez considérable. La radio au Rwanda était une source d'information auquel le peuple était très habitué, une part importante des journaux ou des éditions de la RTLM était dans la langue rwandaise donc il y avait une puissance de frappe beaucoup plus importante qu'une presse écrite et d'ailleurs d'avril 1994 à juillet 1994 il n'y a plus de presse écrite.

La RTLM est la seule voix et elle se décrit comme l'état major de la parole. Cela veut dire qu'elle donne des ordres, elle décrit deux états major, celui de l'armée et celui de la parole et elle détient l'état major de la parole dans une société où la parole est importante. Ce qui est important c'est ce que l'on entend. Comme on a toujours entendu à la radio, les bulletins officiels, la radio étant la source de la vérité et de la connaissance, la RTLM a capitalisé sur cette tradition, sur cette culture de la parole au Rwanda.

Il semblerait qu'il y ait une forme de révisionnisme qui consisterait à dire qu'il y aurait eu en fait deux génocides au Rwanda et qu'au génocide des Tutsi aurait succédé, soi-disant un génocide des Hutu. Qu'est ce que vous pouvez nous dire par rapport à ça ?

Marcel Kabanda : L'idée du double génocide c'est qu'il y a un génocide Hutu et un génocide Tutsi. Mais la thèse du génocide contre les Hutu elle est antérieure au génocide contre les Tutsi. Depuis 1991, il est question d'un génocide commis contre les Hutu. On voit parfois le clin d'œil à la Shoah parce qu'ils disent que les Tutsi, les jeunes Tutsi ont des insignes de la croix gammée, portent la croix gammée sur eux. Il y a cette idée que le Tutsi sont entrain de commettre un génocide contre les Hutu. Elle est antérieure au génocide. Elle devient beaucoup plus importante pendant le génocide. Sur l'antenne de la RTLM on parle des atrocités que commettent les Tutsi, on parle des femmes éventrées, des enfants qui sont tués dans des mortiers. Cette idée va devenir très importante avec des relais, en Europe en particulier et dans les camps de réfugiés au Congo qui vont dire « Ce ne sont pas seulement les Tutsi qui ont été victime d'un génocide mais c'est nous aussi les Hutu. On voit par exemple, il y a un père missionnaire belge qui dit dans un premier temps « Non il n'y a pas de génocide des Tutsi » et dans la même interview il finit par dire « il y a deux génocides ». Il faut équilibrer, il y a une volonté d'équilibrage des deux génocides. Comment accepter le génocide des Hutu, si on ne pose pas la thèse d'un génocide commis par les Tutsi contre les Hutu. Ça sera alimenté par la guerre en 1996. La guerre pour les camps. La guerre qui est menée par l'armée Rwandaise au Congo et qui a pour but de démanteler les camps parce que les camps aussi étaient devenus des sources d'insécurité pour le Rwanda.

Cette thèse s'est nourrie d'évènements différents, selon les époques, mais en réalité elle était en cours d'écriture bien avant le génocide des Tutsi. Elle devient plus importante après à cause de l'exigence ou la volonté d'équilibrer et après s'est nourrie de ces faits concrets qui sont que pendant cette guerre il y a des réfugiés qui sont tués et il y a des crimes qui sont commis d'un côté comme de l'autre. Il n'y a pas un pour rattraper l'autre. Dans un premier temps, le génocide contre les Hutu est un élément de propagande et c'est un élément de mobilisation des Hutu pour qu'ils s'impliquent dans les crimes et à la fin ça devient un argument pour une négociation politique. Ne pas juger les uns, mais que tout le monde se retrouve au tour d'une même table, on recrée le Rwanda, on recrée les accords de paix d'Arusha. On arrête de chercher les coupables parce que sinon il y en aurait partout. C'est aussi plus ou moins développé par des gens qui ne se sentent pas le cœur tranquille, je ne dirais pas à cause de leur participation au génocide mais parce qu'ils ont des amis parmi les auteurs du génocide. Donc la seule façon de les sauver c'est de leur tendre la main en disant vous êtes vous aussi victime.

Vous avez très bien montré la logique génocidaire, et en quoi la logique génocidaire des juifs d'Europe était la même que celle du génocide des Tutsi au Rwanda. Mais le génocide, c'est l'Etat nazi qui a mis en place l'industrie de la mort alors qu'au Rwanda, l'autorité a incité les populations à prendre les armes elles mêmes et a devenir elles mêmes des éléments de l'industrie de la mort. Est ce que vous pouvez nous parler plus de cette différence et du fait que ceux sont les voisins, les citoyens rwandais qui ont été incités par la propagande d'Etat ?

Marcel Kabanda : Oui nous faisons des études de comparaison. Nous sommes amenés dans nos recherches à comparer le génocide des arméniens, la Shoah, le génocide des Tutsi. Ca ne veut pas dire qu'on réduit l'un à l'autre. On voit aussi les singularités, les différences. Une des singularité du génocide des Tutsi c'est la rapidité, je parlais de trois semaines, mais c'est rapide est d'autant plus surprenante qu'on est dans un pays qui n'a pas la capacité industrielle, technique dont disposait l'Etat nazi. Un nazi avec ses chambres à gaz, ses trains, ses rails. L'Etat rwandais n'a pas ça. Mais l'état rwandais a une force qu'il a su mobiliser, utiliser. C'est effectivement la population. Il ne faut pas croire que seule la population a participé au génocide. L'Etat rwandais a participé lui même. Ses cadres administratifs ont mouillé la chemise. Les préfets, les maires, les ministres, les conseillers communaux, tout le monde s'est mis au travail. Mais l'exécution a dépendu beaucoup de la population, des citoyens, de la population civile. L'avantage de la mobilisation de la population civile, c'est que les voisins se connaissent. Donc l'Etat ne pouvait pas envoyer un gendarme partout où il y avait un Tutsi. L'Etat rwandais n'aurait pas su le faire. Mais en disant à tout le monde de dénoncer le Tutsi qui est à côté de lui, de dénoncer le lieu où il se cache, il s'est servi de cette population qu'il a mis au travail.

Ca a donné à l'Etat rwandais des capacités démultipliées. Il n'a pas la capacité d'envoyer des gens dans les camps de concentrations. Mais ils ont la capacité en utilisant la population civile de regrouper les Tutsi dans des petits centres, dans des églises, dans des écoles et de les massacrer là. Ils ont la force de travail pour le faire. Ce que l'état nazi a fait avec le gaz, avec le rail, avec le train, l'Etat rwandais a pu le faire grâce à la population qu'il a été à même de mobiliser, de chauffer à blanc, notamment les jeunes.

Cette population elle ne le fait pas seule, sinon elle ne le ferait pas, mais elle le fait parce qu'elle a l'appui de l'administration, parce qu'elle a l'appui de la force armée. Parce que dans certains cas les Tutsi pouvaient se défendre, mais ces possibilités de défense ont été annihilées par la présence des gendarmes, la présence de l'armée, la présence du préfet. Tout le monde s'est mis au travail, d'ailleurs ils appelaient ça travailler. Ils ont fait le génocide comme une participation à un travail d'intérêt public. Comme si il faisait une route, comme si ils construisaient un hôpital.

Les chiffres disent qu'il y au millions d'enfants, femmes et homme qui ont été assassinés dans les trois semaines dont tu parles ?

Marcel Kabanda : Les recensements de 2002 avancement un chiffre de 1 057 000, quelque chose comme ça.

Aujourd'hui on découvre encore des charniers ?

Marcel Kabanda : Oui j'étais au Rwanda en septembre et là j'ai vu effectivement qu'il y avait un charnier qui venait d'être découvert à l'est de Kigali dans un petit centre qui s'appelle Kabuga. Comme le charnier venait de s'ouvrir, ils étaient encore entrain de creuser, parce qu'on voyait très bien que au fond des trous, il y avait par ci un os, par là un vêtement.

On voyait les vêtements qui étaient étendus, des fils. Moi je n'ai pas pu visiter ce charnier dans son ensemble.

On voyait très bien l'étendue du charnier et on imaginait très bien l'étendue du massacre, l'ampleur du massacre qui a été commis à cet endroit là. C'est d'ailleurs assez déstabilisant de constater ça en 2018. C'est en 2018 que ça été découvert, parce que nous croyons qu'avec les fameux tribunaux Gacaca toute la vérité avait été dite. Mais on s'aperçoit qu'il y a des niches, il y a des lieux, des fosses communes qui ne sont pas encore identifiés et qui seront peut-être identifiés plus tard à l'occasion de travaux dans des champs, à l'occasion des ouvertures de routes ou quelque chose comme ça.

Il semblerait que les violences sexuelles et que l'humiliation étaient aussi des éléments qui étaient très employés par les extrémistes Hutu dans le cadre de ce génocide.

Marcel Kabanda : Oui il y a eu beaucoup de cas de viols, beaucoup de cas de mutilations sexuelles. La première fois, quand on me parle de génocide en 1994, je ne comprends pas ce que ça veut dire. Mais je suis saisi par quelque chose que je n'arrive pas à m'expliquer quand je lis les témoignages de femmes qui ont été violées. C'était au mois de novembre 1994. Et là je me dis c'est quand même assez grave. Il y a aussi une logique derrière. Parce que depuis longtemps dans la propagande que je rappelais tout à l'heure, il y a l'idée que la force des Tutsi c'est leurs femmes. Qui sont des menteuses. Qui se donnent aux hommes Hutu mais plutôt pour leur extorquer la vérité. Les femmes vont payer un prix lourd. Parce que dans la mesure où ce sont les femmes qui ont corrompu les Hutu, ce sont les femmes qui ont corrompu les étrangers, notamment les diplomates. La femme qui tire le pouvoir. L'accusation d'être dotée d'une puissance de corruption qui est formulée, qui est rappelée de façon lancinante est à mettre en rapport avec le traitement que les femmes vont subir pendant la révolution. C'est à dire les viols massifs, sur la place publique, l'esclavage sexuel, les mutilations sexuelles. La femme va être un champ de bataille pendant cette période. La conséquence étant ce qui vivent les femmes aujourd'hui au Congo. On a l'impression que le viol est vraiment devenu une arme de guerre. C'est assez banal, assez répandu et je ne sais pas dans quelle mesure ce qui s'est passé au Rwanda n'a pas servi de mauvaise leçon à tous ceux qui veulent faire du mal à une population, à faire du mal à la femme. C'est quand même la femme qui reproduit, vous faites du mal à la femme, vous êtes sur qu'il n'y a plus de reproduction possible. Mais c'est aussi peut-être une manière d'humilier l'homme, plus on humilie la femme, plus on humilie l'homme. Donc elle est vraiment le champ de bataille, la partie sur laquelle il faut frapper, la victime idéale. Elle est considérée comme la pire des ennemies.

Quand vous revenez au Rwanda aujourd'hui, est ce que vous êtes optimiste pour le peuple rwandais, les femmes et les hommes qui ont survécu et qui y vivent ensemble ?

Marcel Kabanda : Je ne suis pas optimiste quand je vais au Rwanda. Je ne suis pas optimiste quand je vis dans le monde d'une façon générale. Je ne peux pas dire optimiste ou pessimiste. Je suis réaliste. Et en réaliste, j'ai plutôt peur. Voilà si vous voulez que je vous dise ce que je pense. J'ai plutôt peur. J'ai plutôt l'idée qu'il ne faut pas s'endormir, qu'il faut lutter, qu'il faut faire quelque chose pour que nous puissions continuer de vivre et de vivre ensemble.



5^{ème} interview : Ginette Kolinka

Ginette Kolinka est née à Paris en 1925. Elle a grandi avec sa famille en Avignon avant d'être arrêtée et déportée à Auschwitz avec son père et son frère en 1944.

Elle se rend très régulièrement dans les établissements scolaires et va à la rencontre des jeunes générations pour transmettre son témoignage, lutter contre la haine et prêcher la tolérance.

Elle est la mère de Richard Kolinka, batteur du groupe de musique Téléphone.

Vous avez accepté de participer et de donner votre voix à cet anniversaire de la commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda. Pourquoi vous, en tant que rescapée de la Shoah vous avez trouvé important de témoigner sur ce génocide qui a eu lieu 50 ans après la Shoah ?

Ginette Kolinka : C'est peut-être 50 ans après, mais c'est pour tous ceux qui sont passé par là hier, je pourrais presque dire aujourd'hui. Pour nous qui avons souffert, peut-être pas de la même façon, mais aussi à cause de ce qu'on était, et bien ça fait 73 ans et on en parle toujours et il faut en parler. Je ne sais si ça peut servir de leçon hélas. Plus jamais ça. C'est ce que tout le monde voudrait, mais hélas...

Vous m'avez dit que vous avez rencontré une rescapée du génocide du Rwanda. Qu'est ce que vous vous êtes dit ? Qu'est ce qui fait que vous vous êtes rencontré elle et vous ?

Ginette Kolinka : C'est aussi dans une université. Je ne rappelle plus, quelqu'un nous avons convoqué et il y avait justement une rescapée Tutsi. Il y avait une déportée résistante et une déportée juive. Chacun racontait son histoire. Cette jeune femme superbe racontait comment elle avait été sauvée. Sa sœur a été blessée par une arme blanche et est tombée sur elle. Elle a été épargnée alors que sa sœur a été défigurée.

Quand vous voyez qu'on retrouve encore des graffitis contre les juifs, contre les noirs, qu'est ce que cela vous inspire ?

Ginette Kolinka : J'en fais mon cheval de bataille. Je vais dans tous les établissements scolaires pour démontrer à tous ces jeunes où mène la haine. La haine de l'autre. Je prêche la tolérance. On a pas le droit de détester quelqu'un parce qu'il n'a pas la même couleur de peau, la même religion. On est que des êtres humains avec des qualités et des défauts. Acceptons nous et peut-être que ce serait formidable si ça réussissait.

J'imagine qu'à la fin de la guerre, vous vous être dit c'est une telle horreur que ça ne reproduira jamais. Et pourtant 50 ans après ça s'est reproduit. Est ce que vous avez peur que ça se reproduise encore quelque part dans le monde ?

Ginette Kolinka : Ce n'est pas la peine d'aller chercher très loin. On s'aperçoit que ce problème de tolérance je crains qu'on n'arrivera jamais à le régler. Pas plus tard que ce matin, on me parlait de racisme, d'antisémitisme. Je n'y croyais pas. J'ai écouté la télé et j'ai vu comment encore aujourd'hui, on se permet d'arracher des arbres qui commémoraient un souvenir vraiment terrible de ce pauvre jeune homme, superbe, qui a été tué parce qu'il était juif. Encore maintenant vous avez des personnes qui arrivent à faire la même chose. Mais qui sont ces personnes ? Ce qui est terrible c'est qu'Internet touche maintenant des millions de personnes. Dans ces millions de personnes, il y en a qui réfléchissent et d'autres malheureusement qui se laissent conduire sans réfléchir et ça fait peur. Oui j'ai peur.

La vidéo qu'on est entrain de faire elle va passer sur Internet. Qu'est ce que vous auriez envie de dire à un jeune pour le prévenir de tous ces drames ?

Ginette Kolinka : Tu as eu des copains quand tu étais gamin. Tu t'accordais avec eux. Vous vous êtes connu à la crèche, vous vous êtes connus en primaire, vous vous êtes connus en dans le secondaire, peut-être même en faculté. Pourquoi maintenant, parce que tu t'es mis dans un groupe, tu te laisses conduire ? Tu avais des idées à l'époque qui étaient nettes, qui étaient propres, qui étaient bien. Pourquoi les as tu perdu ? Pourquoi te laisses tu influencer par d'autres. Qu'est ce qu'ils ont de plus pour que tu te laisses influencer par eux.